

Rapport financier 2013

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Chelsea _____

Code géographique : 82025 _____

Type d'organisme municipal : Municipalité locale _____

*Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier

S3

Section I - États financiers

Table des matières	S4
États financiers audités	S5 - S25
Renseignements non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Charles Ricard, atteste la véracité du rapport financier

de Chelsea pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013.
(Nom de l'organisme)

Date

2014-06-02

Signature



TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	9
Charges par objets	10
État des résultats	11
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	12
État des gains et pertes de réévaluation	12
État de la situation financière	13
État des flux de trésorerie	14
Notes complémentaires aux états financiers	15
Autres renseignements complémentaires	
Excédent (déficit) accumulé	16
Avantages sociaux futurs	17
Endettement total net à long terme	18
Renseignements non audités	
Analyse des revenus	20
Analyse des charges	21
Section II	
Autres renseignements financiers - Table des matières	23

Section I - États financiers

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

J'ai effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la municipalité de Chelsea qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2013, l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenu sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Opinion

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la municipalité de Chelsea au 31 décembre 2013, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, j'attire l'attention sur le fait que la municipalité de Chelsea inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages suivants la page 25, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Pierre Mousseau, CPA auditeur, CA
90 rue Maurice
Gatineau, Québec
J8Y-5X7
permis de comptabilité publique no. A102700

DATE 2014-05-06

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

DATE _____

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		Budget 2013		Réalizations 2013		Total	Réalizations 2012
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	9 436 383	9 596 799			9 596 799	8 909 792
Compensations tenant lieu de taxes	2	922 953	924 249			924 249	885 283
Quotes-parts	3						
Transferts	4	654 402	889 370			889 370	674 502
Services rendus	5	1 067 287	813 929			813 929	401 288
Imposition de droits	6	757 588	688 556			688 556	755 590
Amendes et pénalités	7	42 400	67 381			67 381	195 055
Intérêts	8	100 000	212 546			212 546	171 144
Autres revenus	9	90 000	664 473			664 473	39 039
	10	13 071 013	13 857 303			13 857 303	12 031 693
Investissement							
Taxes	11						
Quotes-parts	12						
Transferts	13	5 254 900	6 022 523			6 022 523	61 858
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	14						
Autres	15						
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16						
	17	5 254 900	6 022 523			6 022 523	61 858
	18	18 325 913	19 879 826			19 879 826	12 093 551
Charges							
Administration générale	19	2 124 168	2 127 996	91 220		2 219 216	2 036 472
Sécurité publique	20	2 434 409	2 460 124	176 146		2 636 270	2 309 229
Transport	21	2 941 211	2 352 038	972 885		3 324 923	3 362 638
Hygiène du milieu	22	1 224 012	1 152 789	169 212		1 322 001	1 171 327
Santé et bien-être	23	30 000	30 000			30 000	9 550
Aménagement, urbanisme et développement	24	684 201	694 102	23 132		717 234	599 790
Loisirs et culture	25	2 036 391	2 340 977	341 490		2 682 467	1 402 296
Réseau d'électricité	26						
Frais de financement	27	644 921	685 837			685 837	408 032
Amortissement des immobilisations	28	1 168 126	1 774 085	(1 774 085)			
	29	13 287 439	13 617 948			13 617 948	11 299 334
Excédent (déficit) de l'exercice	30	5 038 474	6 261 878			6 261 878	794 217

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

		2013		2012
		Budget	Réalizations	Réalizations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	5 038 474	6 261 878	794 217
Moins: revenus d'investissement	2 (	5 254 900 ) (	6 022 523 ) (	61 858)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(216 426)	239 355	732 359
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Amortissement	4	1 168 126	1 774 085	1 186 308
Produit de cession	5		529 399	
(Gain) perte sur cession	6		(441 385)	
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8	1 168 126	1 862 099	1 186 308
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Remboursement ou produit de cession	12		19 937	
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			13 439
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14		28 235	
	15		48 172	13 439
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16		58 640	
Remboursement de la dette à long terme	17 (	1 261 700 ) (	1 254 632 ) (	1 135 533)
	18	(1 261 700)	(1 195 992)	(1 135 533)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	50 000 ) (	676 301 ) (	132 466)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	500 000	43 913	150 000
Excédent de fonctionnement affecté	21		418 399	192 415
Réserves financières et fonds réservés	22	(140 000)	(133 583)	(50 682)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	310 000	(347 572)	159 267
	26	216 426	366 707	223 481
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		606 062	955 840

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013		2012
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus d'investissement	1	5 254 900	6 022 523	61 858
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Acquisition				
Administration générale	2 (	35 000 ) (	42 821 ) (	39 814)
Sécurité publique	3 (	137 000 ) (	412 528 ) (	31 990)
Transport	4 (	29 219 300 ) (	802 963 ) (	1 380 087)
Hygiène du milieu	5 (	) (	1 191 640 ) (	601 693)
Santé et bien-être	6 () () () (
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	80 000 ) (	31 012 ) (	4 279)
Loisirs et culture	8 (	32 200 ) (	63 384 ) (	6 081 007)
Réseau d'électricité	9 () () () (
	10 (	29 503 500 ) (	2 544 348 ) (	8 138 870)
Propriétés destinées à la revente				
Acquisition	11 (	) (	76 667) () (
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Émission ou acquisition	12 (	) (	19 585 ) (	19 585)
Financement				
Financement à long terme des activités d'investissement	13	23 905 000	8 946 360	
Affectations				
Activités de fonctionnement	14	50 000	676 301	132 466
Excédent accumulé				
Excédent de fonctionnement non affecté	15			
Excédent de fonctionnement affecté	16			
Réserves financières et fonds réservés	17	293 600	197 426	112 919
	18	343 600	873 727	245 385
	19	(5 254 900)	7 179 487	(7 913 070)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20		13 202 010	(7 851 212)

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013		2012
		Budget	Réalisations	Réalisations
Rémunération	1	3 024 058	2 942 874	2 826 974
Charges sociales	2	609 736	541 010	547 607
Biens et services	3	4 931 916	4 633 289	3 754 083
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	4	644 921	337 377	390 002
D'autres organismes municipaux	5		374	
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6			
D'autres tiers	7			
Autres frais de financement	8		348 086	18 030
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	9	2 908 682	2 897 105	2 576 330
Autres	10		4 656	
Autres organismes	11		101 107	
Amortissement des immobilisations	12	1 168 126	1 774 085	1 186 308
Autres				
-	13		37 985	
-	14			
-	15			
	16	13 287 439	13 617 948	11 299 334

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

		Budget 2013	Réalizations	
			2013	2012 Redressées note 20
Revenus				
Taxes	1	9 436 383	9 596 799	8 909 792
Compensations tenant lieu de taxes	2	922 953	924 249	885 283
Quotes-parts	3			
Transferts	4	5 909 302	6 911 893	736 360
Services rendus	5	1 067 287	813 929	401 288
Imposition de droits	6	757 588	688 556	755 590
Amendes et pénalités	7	42 400	67 381	195 055
Intérêts	8	100 000	212 546	171 144
Autres revenus	9	90 000	664 473	39 039
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10			
	11	18 325 913	19 879 826	12 093 551
Charges				
Administration générale	12	2 233 069	2 219 216	2 036 472
Sécurité publique	13	2 547 718	2 636 270	2 309 229
Transport	14	3 691 747	3 324 923	3 362 638
Hygiène du milieu	15	1 330 902	1 322 001	1 171 327
Santé et bien-être	16	30 000	30 000	9 550
Aménagement, urbanisme et développement	17	684 201	717 234	599 790
Loisirs et culture	18	2 124 881	2 682 467	1 402 296
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20	644 921	685 837	408 032
	21	13 287 439	13 617 948	11 299 334
Excédent (déficit) de l'exercice	22	5 038 474	6 261 878	794 217
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		9 798 362	9 567 551
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	24		(5)	(563 406)
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		9 798 357	9 004 145
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26		16 060 235	9 798 362

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S15.

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		Budget 2013	Réalizations	
			2013	2012 Redressées note 20
Excédent (déficit) de l'exercice	1	5 038 474	6 261 878	794 217
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	29 503 500 ) (	2 544 348 ) (	8 138 870)
Produit de cession	3		529 399	
Amortissement	4	1 168 126	1 774 085	1 186 308
(Gain) perte sur cession	5		(441 385)	
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	(28 335 374)	(682 249)	(6 952 562)
Variation des propriétés destinées à la revente	8		(76 666)	
Variation des stocks de fournitures	9		(29 523)	5 554
Variation des autres actifs non financiers	10		42 637	(282 340)
	11		(63 552)	(276 786)
	12	(23 296 900)	5 516 077	(6 435 131)
Gains (pertes) de réévaluation nets	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(23 296 900)	5 516 077	(6 435 131)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15		(24 727 388)	(17 832 161)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	16		(3)	(460 096)
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17		(24 727 391)	(18 292 257)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18		(19 211 314)	(24 727 388)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2013**

	2013	2012 Redressé note 20
ACTIFS FINANCIERS		
Encaisse	1	
Placements temporaires	2	
Débiteurs (note 5)	3	2 993 789
Prêts (note 6)	4	
Placements à long terme (note 7)	5	99 831
Participations dans des entreprises municipales	6	
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7	
Autres actifs financiers (note 9)	8	
	9	5 423 763
		5 495 007
PASSIFS		
Découvert bancaire	10	541 933
Emprunts temporaires (note 10)	11	15 328 700
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	1 179 842
Revenus reportés (note 12)	13	59 695
Dette à long terme (note 13)	14	10 710 838
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15	
	16	24 706 321
		27 821 008
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	(24 727 388)
ACTIFS NON FINANCIERS		
Immobilisations (note 15)	18	33 989 205
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	160 715
Stocks de fournitures	20	61 668
Autres actifs non financiers (note 17)	21	314 162
	22	34 525 750
		35 271 549
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	16 060 235
		9 798 362

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	6 261 878	794 217
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	1 774 085	1 186 308
Autres			
- Gain dispositor / Redressement	3	(441 385)	(460 096)
- Placement à titre d'investisse	4	(355)	19 585
	5	7 594 223	1 540 014
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(2 429 974)	(597 859)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	91 337	(3 832 805)
Revenus reportés	9	(1 000)	(781)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11	(76 666)	
Stocks de fournitures	12	(29 523)	5 554
Autres actifs non financiers	13	42 637	(282 340)
	14	5 191 034	(3 168 217)
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(2 544 348)	(8 138 870)
Produit de cession	16	529 399	
	17	(2 014 949)	(8 138 870)
Activités de placement			
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	(19 585)	(19 585)
Remboursement ou cession	19	19 937	
Variation nette des placements temporaires	20	28 587	(6 416)
Variation nette des autres placements à long terme	21		
	22	28 939	(26 001)
Activités de financement			
Émission de dettes à long terme	23	11 005 000	
Remboursement de la dette à long terme	24	(1 254 632)	(1 269 076)
Variation nette des emprunts temporaires	25	(12 333 682)	11 981 000
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(143 580)	(22 884)
Autres			
-	27		
-	28		
	29	(2 726 894)	10 689 040
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	478 130	(644 048)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	31	(541 933)	101 845
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	32	(63 803)	(542 203)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

1. Statut de l'organisme municipal

Municipalité de Chelsea est un organisme municipal constitué et régie en vertu du code Municipal de la province de Québec. Elle est dirigée par un conseil.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales [par organismes] présenté aux pages S15 et S16 [S8 et S9], la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1 et S23-2 [S11, S23-1 et S23-2] et l'endettement total net à long terme présenté à la page S25.

[Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la municipalité excluant les organismes qu'elle contrôle.]

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariat

La municipalité est membre de la Municipalité régionale de comté des Collines-de-l'Outaouais, laquelle assume les compétences en matière d'évaluation et de police, entre autres.

B) Comptabilité d'exercice

La municipalité utilise la méthode de comptabilité d'exercice. Cette méthode consiste à reconnaître les revenus et les dépenses au cours de l'exercice où ont lieu les faits ou les transactions, sans égard au moment où ils sont réglés.

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivant:

Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception:

Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits;

Les revenus de projets et autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients et ceux des services lorsqu'ils sont rendus;

C) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie:

La politique de la municipalité consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

Placements:

Les placements temporaires sont présentés au moindre du coût et de leur juste valeur. Les autres placements sont présentés au coût et dépréciés lors d'une baisse durable de valeur.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

D) Actifs non financiers

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement. Le coût est déterminé selon la méthode du coût moyen. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Immobilisations

Les immobilisations, comptabilisées au coût, sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative à compter de leur date de mise en service. Les dons d'immobilisations sont comptabilisés à la valeur marchande. Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire en fonction des périodes suivantes:

Infrastructures.....	7 à 40 ans
Bâtiments.....	40 ans
Véhicules.....	8 à 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	
*équipement informatique.....	5 ans
*autres.....	10 ans
Machinerie, outillage et équipement...	5 à 15 ans
Autres.....	5 ans

Les immobilisations sont présentées à titre d'actif au bilan à la valeur amortie. La dépense d'amortissement est reflétée à l'État du coût des services municipaux.

E) Revenus de transfert

Les subventions en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la municipalité, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La municipalité comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

F) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

H) Instruments financiers

S/O

I) Autres éléments

Dépenses reportées:

Les dépenses reportées sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire. Les frais d'escompte et d'émission des emprunts à long terme sont amortis sur la durée des emprunts. Les autres dépenses reportées sont amorties sur une période maximale de cinq ans.

Affectation:

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

Chapitre SP3410, "Paiements de transfert"

La municipalité a adopté les recommandations du nouveau chapitre SP3450 "Paiements de transfert". Ce nouveau chapitre qui établit des critères de constatation des paiements de transfert, soit les subventions reçues du gouvernement par la municipalité, prévoit notamment que ces sommes doivent être constatées à titre de revenu dans l'exercice au cours duquel le transfert est autorisé et lorsque les critères d'admissibilité, le cas échéant, sont atteints sauf, et dans la mesure où, les stipulations dont sont assorties les transferts créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Les états financiers des exercices antérieurs y compris les informations présentées aux fins de comparaison ne sont pas retraités. L'adoption de cette norme n'a aucune incidence sur les états financiers de la municipalité.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1		
Placements temporaires	2		
Placements à long terme	3		
Note			
<hr/>			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	4	759 525	640 513
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5		50 871
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	3 334 826	524 152
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	791 383	14 087
Organismes municipaux	8	131 662	45 613
Autres			
- Mutations, Intérêts, pénalités	9	213 462	374 136
- Autres	10	192 905	1 344 417
	11	5 423 763	2 993 789
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	2 000 000	
Organismes municipaux	13		
Autres tiers	14		
	15	2 000 000	
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16	16 000	16 000
Note			
<hr/>			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	17		
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
-	19		
-	20		
	21		
Note			
<hr/>			
7. Placements à long terme			
Placements à titre d'investissement	22	71 244	99 831
Autres placements	23		
	24	71 244	99 831
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	2013	2012
8. Avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26	(_____) (_____)
	27	
Charge de l'exercice		
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29	
Régimes à cotisations déterminées	30	
Autres régimes (REER et autres)	31	110 894
Régimes de retraite des élus municipaux	32	10 300
	33	121 194
		109 921
		10 504
		120 425

Se référer à la section "Autres renseignements complémentaires" pour plus de détails.

9. Autres actifs financiers		
Propriétés destinées à la revente (note 16)	34	
Autres	35	
	36	

Note

10. Emprunts temporaires			
11. Crédoeurs et charges à payer			
Fournisseurs	37	866 111	648 705
Salaires et avantages sociaux	38	55 003	21 832
Dépôts et retenues de garantie	39	198 840	341 659
Provision pour contestations d'évaluation	40		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41		
Autres			
- Intérêts courus dettes l-terme	42	52 140	37 752
- Vacances et maladies accumulées	43	78 643	77 531
- Organismes municipaux	44	20 369	
- Autres	45	73	11 472
- TPS/TVQ	46		40 891
	47	1 271 179	1 179 842

Note

12. Revenus reportés			
Taxes perçues d'avance	48		
Transferts	49		
Autres			
- Subventions	50	8 695	8 695
- Location	51	50 000	51 000
	52	58 695	59 695

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

						2013	2012
13. Dette à long terme							
		<u>Taux d'intérêt</u>		<u>Échéance</u>			
		<u>de</u>	<u>à</u>	<u>de</u>	<u>à</u>		
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,00	4,35	2014	2038	53	20 560 400	10 807 100
Obligations et billets en monnaies étrangères					54		
Gains (pertes) de change reportés					55		
					56		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					57		
Organismes municipaux	4,00	4,00	2013	2021	58	6 014	8 946
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					59		
Autres					60		
					61	20 566 414	10 816 046
Frais reportés liés à la dette à long terme					62	(248 788)	(105 208)
					63	20 317 626	10 710 838

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	<u>Obligations et billets</u>		<u>Autres dettes à long terme</u>			<u>Total 2013</u>	
	<u>Avec fonds d'amortissement</u>	<u>Sans fonds d'amortissement</u>	<u>Location-acquisition</u>	<u>Autres</u>			
2014	64	72	1 983 473	80	89	97	1 983 473
2015	65	73	1 984 646	81	90	98	1 984 646
2016	66	74	1 942 059	82	91	99	1 942 059
2017	67	75	1 756 181	83	92	100	1 756 181
2018	68	76	1 657 493	84	93	101	1 657 493
2019 et +	69	77	11 242 562	85	94	102	11 242 562
	70	78	20 566 414	86	95	103	20 566 414
Intérêts et frais accessoires			87	()		104	()
	71	79	20 566 414	88	96	105	20 566 414

Note

	2013	2012
14. Actifs financiers nets (dette nette)		
Revenant à (à la charge de)		
Municipalité		106
Tiers		
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	107	2 587 872
Autres	108	
	109	2 587 872
		704 919

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

15. Immobilisations		<u>Solde au début</u>		<u>Addition</u>		<u>Cession / Ajustement</u>		<u>Solde à la fin</u>
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	110		138		165		192	
Eaux usées	111	6 654 513	139	510 807	166		193	7 165 320
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	112	11 638 186	140	560 643	167	(479 032)	194	12 677 861
Autres	113	1 719 528	141		168		195	1 719 528
Réseau d'électricité	114		142		169		196	
Bâtiments	115	15 081 044	143		170	42 237	197	15 038 807
Améliorations locatives	116		144		171		198	
Véhicules	117	2 522 677	145	627 515	172	28 630	199	3 121 562
Ameublement et équipement de bureau	118	1 193 659	146	55 121	173		200	1 248 780
Machinerie, outillage et équipement divers	119	1 465 734	147	128 916	174	(18 419)	201	1 613 069
Terrains	120	2 556 853	148	165 583	175		202	2 722 436
Autres	121	79 098	149		176		203	79 098
	122	<u>42 911 292</u>	150	<u>2 048 585</u>	177	<u>(426 584)</u>	204	<u>45 386 461</u>
Immobilisations en cours	123	<u>1 280 157</u>	151	<u>495 763</u>	178	<u>620 176</u>	205	<u>1 155 744</u>
	124	<u>44 191 449</u>	152	<u>2 544 348</u>	179	<u>193 592</u>	206	<u>46 542 205</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	125		153		180		207	
Eaux usées	126	437 568	154	166 363	181		208	603 931
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	127	3 465 199	155	865 391	182		209	4 330 590
Autres	128	1 198 603	156		183		210	1 198 603
Réseau d'électricité	129		157		184		211	
Bâtiments	130	1 650 092	158	384 201	185	76 946	212	1 957 347
Améliorations locatives	131		159		186		213	
Véhicules	132	1 638 902	160	179 457	187	28 630	214	1 789 729
Ameublement et équipement de bureau	133	864 552	161	79 000	188		215	943 552
Machinerie, outillage et équipement divers	134	868 231	162	99 673	189		216	967 904
Autres	135	<u>79 097</u>	163		190		217	<u>79 097</u>
	136	<u>10 202 244</u>	164	<u>1 774 085</u>	191	<u>105 576</u>	218	<u>11 870 753</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	137	<u>33 989 205</u>					219	<u>34 671 452</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	220		223		225		227	
Amortissement cumulé	221	(_____)	224	(_____)	226	(_____)	228	(_____)
Valeur comptable nette	222	<u>_____</u>					229	<u>_____</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	230		
Immeubles industriels municipaux	231		
Autres	232	237 381	160 715
	233	237 381	160 715
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	234		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste "Propriétés destinées à la revente"	235	237 381	160 715

Note**17. Autres actifs non financiers**

Frais payés d'avance	236	159 767	206 518
Frais reportés			
- P.P.U.	237	111 758	107 644
-	238		
	239	271 525	314 162

Note**18. Obligations contractuelles**

La municipalité est liée par contrat pour les services suivants:

Enlèvement de la neige:

La municipalité est liée à un contrat d'enlèvement de la neige jusqu'en 2016. Les coûts annuels sont les suivants: 463 633 \$ (2014), 468 268 \$ (2015), 472 949 \$ (2016).

Enlèvement des ordures:

La municipalité est liée à un contrat d'enlèvement des ordures du 1er mai 2013 au 30 avril 2016 au prix total de 1 070 799 \$, taxes incluses, montant excluant les 2 années optionnelles de renouvellement.

Vidange de fosses septiques:

La municipalité a octroyé un contrat pour le vidangeage des fosses septiques pour un montant approximatif de 175 000 \$, taxes incluses, avec possibilité de renouvellement de 2 ans.

Entretien du réseau de fibres optiques:

La municipalité est liée pour une période de 20 ans dans un contrat d'entretien du réseau, au coût annuel de 1880 \$(2005-2010), 2069 \$(2010-2015), 2275 \$(2015-2020) et 2500 \$(2020-2025).

Contrôle animalier:

Une entente pour le contrôle animalier a été prise avec la SPCA pour la période de 2 ans de 2014 à 2015. Le montant annuel est de 26 134 \$, taxes incluses.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

19. Éventualités

a) Cautionnement et garantie

S.O.

b) Auto-assurance

S.O.

c) Poursuites

S.O.

d) Autres

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

20. Redressement aux exercices antérieurs

Les redressements portés aux exercices antérieurs affectent les postes suivants:

3 897	Encaisse / Découvert
(651 059)	Débiteurs
(4 456)	Créditeurs
50 615	Revenus reportés
22 199	Dette à long terme
107 644	Frais reportés
11 064	Redressement 2012

(460 096)	Redressement - État de la variation des actifs nets
(103 310)	Immobilisations

(563 406)	Redressement - État des résultats

Suite à la modification de méthode comptable dont il est fait mention à la note 3, des subventions à venir du gouvernement du Québec au montant de 651 059 \$ ne sont plus incluses aux montants à recevoir, puisque l'octroi de ces subventions est conditionnel à l'approbation annuelle des crédits par le gouvernement.

Les frais du plan particulier d'urbanisme au montant de 103 310 \$, enregistrés par erreur aux immobilisations en 2012, ont été reclassés aux frais reportés.

21. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'administration municipale. Les données budgétaires n'ont pas fait l'objet de vérification.

22. Instruments financiers

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2013**

	2013	2012
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 218 944	656 797
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	833 713	1 315 955
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	(151 440)	(92 800)
Financement des investissements en cours	(2 406 085)	(15 608 095)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	16 565 103	23 526 505
Gains (pertes) de réévaluation cumulés		
	16 060 235	9 798 362

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés

Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale		
- Affectation année suivante		500 000
-		
- Surplus affecté-auto assurance	22 504	22 504
- Surplus affecté- imprévus	34 500	34 500
- Surplus affecté-conv.collectiv	75 000	
- Surplus affecté - Mill	59 056	55 626
- Surplus affecté-Patrick,Wright	91 298	88 127
-		
-		
	282 358	700 757
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés		
-		
-		
-		
Réserves financières		
-		
-		
-		
-		
-		
Fonds réservés		
Fonds de roulement	183 434	330 155
Fonds parcs et terrains de jeux	110 907	87 347
Fonds local (ou fonds régional pour les MRC) - Réfection et entretien de certaines voies publiques		
Société québécoise d'assainissement des eaux		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	105 574	104 896
Financement des activités de fonctionnement	151 440	92 800
Autres		
-		
-		
-		
-		
	551 355	615 198
	833 713	1 315 955

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2013

	2013	2012
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	40 () (
Intérêts sur la dette à long terme	41 () (
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	42 () (
Régimes non capitalisés	43 () (
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	44 () (
Autres	45 () (
Régimes non capitalisés	46 () (
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	47 () (
Autres		
-	48 () (
-	49 () (
	50 () (
Financement à long terme des activités de fonctionnement	51 (151 440 ) (	) ( 92 800)
	52 (151 440 ) (	) ( 92 800)
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé		
Investissements à financer	54 (2 406 085 ) (	) ( 15 608 095)
	55 (2 406 085)	(15 608 095)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	56 34 671 452	33 989 205
Propriétés destinées à la revente	57 237 381	160 715
Prêts	58	
Placements à titre d'investissement	59 71 244	99 831
Participations dans des entreprises municipales	60	
	61 34 980 077	34 249 751
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	62 20 317 626	10 710 838
Frais reportés liés à la dette à long terme	63 248 788	105 208
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	64 (2 000 000) () (
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	65 (151 440 ) (	) ( 92 800)
	66 18 414 974	10 723 246
Dette en cours de refinancement et autres éléments	67	
	68 18 414 974	10 723 246
	69 16 565 103	23 526 505

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 _____	2 _____	3 _____

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 _____	
Charge de l'exercice	5 (_____)	(_____)
Cotisations versées par l'employeur	6 _____	_____
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 <u>_____</u>	<u>_____</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 _____	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 (_____)	(_____)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 _____	_____
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 _____	_____
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 _____	
Provision pour moins-value	13 (_____)	(_____)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 <u>_____</u>	<u>_____</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15 _____	_____
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 _____	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 (_____)	(_____)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 (_____)	(_____)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 _____	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20 _____	_____
	21 _____	
Cotisations salariales des employés	22 (_____)	(_____)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 (_____)	(_____)
	24 _____	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25 _____	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26 _____	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27 _____	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28 _____	
Variation de la provision pour moins-value	29 _____	
Autres	30 _____	
-	31 _____	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 _____	_____
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 _____	_____
Rendement espéré des actifs	34 (_____)	(_____)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 _____	_____
Charge de l'exercice	36 <u>_____</u>	<u>_____</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

	2013	2012
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38	(_____) (_____)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40	
Prestations versées au cours de l'exercice	41	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	44	
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	45	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	46	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	47	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	48	% %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	49	% %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	50	% %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	51	
Autres hypothèses économiques		
-	52	
-	53	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	54 _____	55 _____	56 _____

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2013	2012
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	57 (_____)	(_____)
Charge de l'exercice	58 (_____)	(_____)
Prestations ou primes versées par l'employeur	59 _____	
Passif à la fin de l'exercice	60 (_____)	(_____)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	61 (_____)	(_____)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62 _____	
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	63 (_____)	(_____)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

	<u>2013</u>	<u>2012</u>	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	64		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	65		
	66		
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	67 (_____)	(_____)	
	68		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	69		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	70		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	71		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	72		
Autres			
-	73		
-	74		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	75		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	76		
Charge de l'exercice	77		
Informations complémentaires			
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	78		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	79		
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	80	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	81	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	83	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	84	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	85		
Autres hypothèses économiques			
-	86		
-	87		

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 88 _____

Description des régimes et autres renseignements

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	89	

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 90 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2013	2012
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 91	110 894	109 921

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 92 Oui
 93 Non

	2013	2012
Nombre d'élus participants à la fin de l'exercice 94	1	1

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	2013	2012
Cotisations des élus au RREM 95		
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM 96	10 300	10 504
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 97	10 300	10 504
	10 300	10 504

Note

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2013**

Administration municipale		
Dettes à long terme	1	20 566 414
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	2 406 085
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dettes en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	7	255 927
Débiteurs	8	2 000 000
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	2 587 872
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
Autres		
-	12	
-	13	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	18 128 700
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés	15	
Endettement net à long terme	16	18 128 700
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	17	841 807
Communauté métropolitaine	18	
Autres organismes	19	
Endettement total net à long terme	20	18 970 507
Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	22	18 970 507
Endettement lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	

RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

TAXES		Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	8 872 857	9 182 193	8 547 197
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5			
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8	155 249		
	9	9 028 106	9 182 193	8 547 197
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10			
Égout	11			
Traitement des eaux usées	12			264 985
Matières résiduelles	13			
Autres				
-Vidanges fosses septiques	14	262 816	278 416	
-	15	8 910		
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17			
Service de la dette	18	59 976	59 972	68 160
Activités de fonctionnement	19	76 575	76 218	29 450
Activités d'investissement	20			
	21	408 277	414 606	362 595
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22			
Autres	23			
	24			
	25	408 277	414 606	362 595
	26	9 436 383	9 596 799	8 909 792

**ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement			
Taxes sur la valeur foncière	27 17 042	17 043	16 350
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	28		
Taxes d'affaires	29		
Compensations pour les terres publiques	30		
	31 17 042	17 043	16 350
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	32 8 834	5 937	8 216
Cégeps et universités	33		
Écoles primaires et secondaires	34 49 927	48 953	48 253
	35 58 761	54 890	56 469
Autres immeubles			
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux			
Taxes sur la valeur foncière	36		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	37		
Taxes d'affaires	38		
	39		
	40 75 803	71 933	72 819
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES			
Taxes sur la valeur foncière	41 847 150	852 316	812 464
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	42		
Taxes d'affaires	43		
	44 847 150	852 316	812 464
ORGANISMES MUNICIPAUX			
Taxes sur la valeur foncière	45		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	46		
	47		
AUTRES			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48		
Autres	49		
	50		
	51 922 953	924 249	885 283

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

TRANSFERTS	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT			
Administration générale	52		
Sécurité publique			
Police	53		
Sécurité incendie	54		
Sécurité civile	55		
Autres	56	74 287	
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	57		
Enlèvement de la neige	58		
Autres	59		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	60	2 000	102 000
Transport adapté	61		
Transport scolaire	62		
Autres	63		
Transport aérien	64		
Transport par eau	65		
Autres	66		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67		
Réseau de distribution de l'eau potable	68		
Traitement des eaux usées	69	49 960	116 172
Réseaux d'égout	70		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	71		71 032
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	72	75 000	127 945
Tri et conditionnement	73		
Autres	74	50 000	
Autres	75		
Cours d'eau	76		
Protection de l'environnement	77	20 000	13 050
Autres	78		
Santé et bien-être			
Logement social	79		4 250
Sécurité du revenu	80		
Autres	81		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	82		
Rénovation urbaine	83		
Promotion et développement économique	84		
Autres	85		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	86	13 760	20 777
Activités culturelles			
Bibliothèques	87	7 165	73 027
Autres	88	63 217	1 785
Réseau d'électricité	89		
	90	281 102	497 706
			405 243

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	91		
Sécurité publique			
Police	92		
Sécurité incendie	93		
Sécurité civile	94		
Autres	95		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	96		
Enlèvement de la neige	97		
Autres	98		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	99		
Transport adapté	100		
Transport scolaire	101		
Autres	102		
Transport aérien	103		
Transport par eau	104		
Autres	105		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106		
Réseau de distribution de l'eau potable	107		
Traitement des eaux usées	108	1 201 290	61 858
Réseaux d'égout	109	5 254 900	
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	110		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	111		
Tri et conditionnement	112		
Autres	113		
Autres	114		
Cours d'eau	115		
Protection de l'environnement	116		
Autres	117		
Santé et bien-être			
Logement social	118		
Sécurité du revenu	119		
Autres	120		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	121		
Rénovation urbaine	122		
Promotion et développement économique	123		
Autres	124		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	125	4 821 233	
Activités culturelles			
Bibliothèques	126		
Autres	127		
Réseau d'électricité	128		
	129	5 254 900	6 022 523
		6 022 523	61 858

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal	130			
Péréquation	131			
Réorganisation municipale	132			
Neutralité	133			
Diversification des revenus	134			
Compensation provenant de la taxe de vente du Québec	135	373 300	391 664	269 259
Programme d'aide financière aux MRC	136			
Autres	137			
	138	373 300	391 664	269 259
TOTAL DES TRANSFERTS	139	5 909 302	6 911 893	736 360

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

SERVICES RENDUS	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES			
MUNICIPAUX			
Administration générale			
Application de la loi	140	145 056	
Évaluation	141		
Autres	142	722	
	143	145 778	
Sécurité publique			
Police	144		
Sécurité incendie	145		
Sécurité civile	146		
Autres	147		
	148		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	149	12 229	11 989
Enlèvement de la neige	150		
Autres	151	835	
Transport collectif	152		
Autres	153		
	154	13 064	11 989
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155		
Réseau de distribution de l'eau potable	156		
Traitement des eaux usées	157		
Réseaux d'égout	158		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	159		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	160		
Tri et conditionnement	161		
Autres	162		
Autres	163		
Cours d'eau	164		
Protection de l'environnement	165		
Autres	166		
	167		
Santé et bien-être			
Logement social	168		
Autres	169		
	170		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	171		
Rénovation urbaine	172		
Promotion et développement économique	173		
Autres	174		
	175		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	176		
Activités culturelles			
Bibliothèques	177		
Autres	178		
	179		
Réseau d'électricité			
	180		
	181	158 842	11 989

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	182	148 852	1 944	3 474
Sécurité publique	183	11 000	34 808	11 213
Transport				
Réseau routier	184	12 230		10 380
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185			
Transport adapté	186			
Transport scolaire	187			
Autres	188		1 043	
Autres	189			
Hygiène du milieu	190	16 950	8 742	13 472
Santé et bien-être	191			
Aménagement, urbanisme et développement	192	1 500		1 550
Loisirs et culture	193	876 755	608 550	349 210
Réseau d'électricité	194			
	195	1 067 287	655 087	389 299
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	1 067 287	813 929	401 288
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	197	115 300	95 208	86 027
Droits de mutation immobilière	198	642 288	593 348	669 563
Droits sur les carrières et sablières	199			
Autres	200			
	201	757 588	688 556	755 590
AMENDES ET PÉNALITÉS	202	42 400	67 381	195 055
INTÉRÊTS	203	100 000	212 546	171 144
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204		441 385	
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	205			
Gain (perte) sur cession de placements	206			
Contributions des promoteurs	207	90 000	23 561	10 482
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	208			
Contributions des organismes municipaux	209			
Autres	210		199 527	28 557
	211	90 000	664 473	39 039

**ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

		Budget 2013	Réalizations 2013		Total	Réalizations 2012
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	206 299	197 450		197 450	197 578
Application de la loi	2	1 000	550		550	260
Gestion financière et administrative	3	1 234 065	1 267 575	91 220	1 358 795	1 324 213
Greffe	4	56 557	93 181		93 181	12 051
Évaluation	5	327 745	327 744		327 744	291 332
Gestion du personnel	6	293 502	212 953		212 953	192 184
Autres	7	5 000	28 543		28 543	18 854
	8	2 124 168	2 127 996	91 220	2 219 216	2 036 472
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	9	1 683 617	1 683 636		1 683 636	1 574 887
Sécurité incendie	10	722 172	748 471	147 824	896 295	706 475
Sécurité civile	11	1 060	1 308	28 322	29 630	1 148
Autres	12	27 560	26 709		26 709	26 719
	13	2 434 409	2 460 124	176 146	2 636 270	2 309 229
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	1 013 250	865 743	869 622	1 735 365	1 526 795
Enlèvement de la neige	15	1 365 285	1 391 370	99 293	1 490 663	1 350 944
Éclairage des rues	16	23 072	21 998	3 970	25 968	22 732
Circulation et stationnement	17	40 969	18 984		18 984	15 466
Transport collectif						
Transport en commun	18	53 000	53 943		53 943	57 017
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21	445 635				389 684
	22	2 941 211	2 352 038	972 885	3 324 923	3 362 638

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

	<u>Budget 2013</u>		<u>Réalisations 2013</u>		<u>Total</u>	<u>Réalisations 2012</u>
	<u>Sans ventilation de l'amortissement</u>	<u>Sans ventilation de l'amortissement</u>	<u>Ventilation de l'amortissement</u>			
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23					
Réseau de distribution de l'eau potable	24					
Traitement des eaux usées	25	43 747	49 551	132 922	182 473	59 947
Réseaux d'égout	26	21 178	30 422	33 440	63 862	46 378
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	356 278	401 965		401 965	297 367
Élimination	28	137 990	131 113		131 113	92 237
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	189 308	166 423	2 850	169 273	182 669
Tri et conditionnement	30					22 325
Matières organiques						
Collecte et transport	31					
Traitement	32					
Matériaux secs	33	1 874	4 640		4 640	4 337
Autres	34		11 306		11 306	52 650
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37					
Protection de l'environnement	38	233 629	146 990		146 990	210 265
Autres	39	240 008	210 379		210 379	203 152
	40	1 224 012	1 152 789	169 212	1 322 001	1 171 327
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41		30 000		30 000	
Sécurité du revenu	42					
Autres	43	30 000				9 550
	44	30 000	30 000		30 000	9 550
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	522 505	538 962	23 132	562 094	459 662
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46	9 485	2 931		2 931	5 020
Autres biens	47					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48		152 209		152 209	
Tourisme	49					
Autres	50	152 211				135 108
Autres	51					
	52	684 201	694 102	23 132	717 234	599 790

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

	Budget 2013		Réalizations 2013		Réalizations 2012	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
Non audité						
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	1 308 084	658 296	76 994	735 290	670 698
Patinoires intérieures et extérieures	54	63 573	977 327	191 081	1 168 408	27 299
Piscines, plages et ports de plaisance	55					
Parcs et terrains de jeux	56	124 086	270 283	36 285	306 568	120 309
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58		56 642		56 642	
Autres	59	316 450	25 174	5 106	30 280	304 853
	60	1 812 193	1 987 722	309 466	2 297 188	1 123 159
Activités culturelles						
Centres communautaires	61					
Bibliothèques	62	209 648	308 278	32 024	340 302	261 712
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63					
Autres ressources du patrimoine	64		18 881		18 881	
Autres	65	14 550	26 096		26 096	17 425
	66	224 198	353 255	32 024	385 279	279 137
	67	2 036 391	2 340 977	341 490	2 682 467	1 402 296
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ						
68						
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dette à long terme						
Intérêts	69	644 921	305 040		305 040	390 002
Autres frais	70		32 711		32 711	
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71					
Autres	72		348 086		348 086	18 030
	73	644 921	685 837		685 837	408 032
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS						
	74	1 168 126	1 774 085	(1 774 085)		

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	24
Taux global de taxation réel	25
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations par catégories	29
Acquisition d'immobilisations en remplacement d'infrastructures existantes et pour nouveau développement	29
Analyse de la dette à long terme	30
Analyse de la charge de quotes-parts	31
Analyse de la rémunération	32
Analyse des revenus de transfert	32
Analyse du coût des services municipaux	33
Acquisition d'immobilisations par objets	34
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé	35
Fonds de roulement - Capital autorisé	36
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	37
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales	38
Taux des taxes	39
Questionnaire	41
Autres renseignements sur l'organisme municipal	42
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2015	43
Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	44

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil,

J'ai effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2013 de La municipalité de Chelsea (ci-après «la municipalité»). Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après «les exigences légales»).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

J'estime que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Opinion

À mon avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2013 de la municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier mon opinion, j'attire l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19) [176 du Code municipal du Québec (chapitre C-27.1)]. En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Pierre Mousseau, CPA auditeur, CA
90 rue Maurice
Gatineau, Québec
J8Y-5X7
permis de comptabilité publique no.A102700

DATE 2014-05-06

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1		9 596 799
Ajouter			
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2		
Déduire			
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3		
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4		
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5		
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6		
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7		
Dotations de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative			
Montant relatif aux taxes foncières	8		
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9		10 <u> </u>
Revenus de taxes	11		9 596 799

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes			1	9 596 799
Ajouter				
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière			2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales			3	<u> </u>
Total partiel			4	<u>9 596 799</u>
Déduire				
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)				
Taxes d'affaires			5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM		44 399	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base		161 935	7	
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1			8	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation			9	<u> </u> 10 <u>206 334</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel			11	<u>9 390 465</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 1 ^{er} janvier 2013 ²	1	<u>1 132 933 200</u>
Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 31 décembre 2013 ²	2	<u>1 153 566 600</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	<u>1 143 249 900</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	<u>9 390 465</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	<u>1 143 249 900</u>
Taux global de taxation réel de 2013	6	[] [] , [8 | 2 | 1 | 4] / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 1 ^{er} janvier 2013 ²	7	_____
Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 31 décembre 2013 ²	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	_____

1. Pour les municipalités qui se prévalent de l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
IMMOBILISATIONS			
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1	44 290	
Usines de traitement de l'eau potable	2	165 756	142 238
Usines et bassins d'épuration	3	580 867	435 378
Conduites d'égout	4	27 709 900	204 132
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	950 000	1 198 095
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8		
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10	17 200	22 965
Autres infrastructures	11	100 000	82 355
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13	90 400	21 410
Édifices communautaires et récréatifs	14	220 000	6 003 345
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	269 000	1 226
Ameublement et équipement de bureau	18	50 000	37 034
Machinerie, outillage et équipement divers	19	97 000	142 824
Terrains	20	165 583	52 000
Autres	21		
	22	29 503 500	8 138 870

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS EN REMPLACEMENT
D'INFRASTRUCTURES EXISTANTES ET POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Remplacement d'infrastructures existantes			
Conduites d'eau potable	23		
Usines de traitement de l'eau potable	24		142 238
Usines et bassins d'épuration	25	468 437	
Conduites d'égout	26	42 369	
Autres infrastructures	27	572 168	1 303 415
Infrastructures pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	28	44 290	
Usines de traitement de l'eau potable	29	165 756	
Usines et bassins d'épuration	30	112 430	435 378
Conduites d'égout	31	161 763	
Autres infrastructures	32		
Autres immobilisations	33	977 135	6 257 839
	34	2 544 348	8 138 870

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	10 807 100	11 005 000	1 251 700	20 560 400
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3				
Organismes municipaux	4	8 946		2 932	6 014
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5				
Autres	6				
	7	10 816 046	11 005 000	1 254 632	20 566 414
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par la municipalité					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9	143 753	6 601		150 354
Réserves financières et fonds réservés	10	104 895	678		105 573
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12	554 933	1 012 807	35 259	1 532 481
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	9 307 546	5 962 391	1 079 803	14 190 134
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	10 111 127	6 982 477	1 115 062	15 978 542
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16		2 000 000		2 000 000
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18				
	19		2 000 000		2 000 000
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette					
	20				
	21		2 000 000		2 000 000
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec					
Prêts	22	704 919	2 022 523	139 570	2 587 872
Autres	23				
	24				
	25	704 919	4 022 523	139 570	4 587 872
	26	10 816 046	11 005 000	1 254 632	20 566 414
Dettes en cours de refinancement					
	27	()		()	
	28	10 816 046	11 005 000	1 254 632	20 566 414

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

		Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
Administration générale				
Application de la loi	1	52 264	52 260	48 597
Évaluation	2	327 745	327 744	291 332
Autres	3	259 570	189 566	161 174
Sécurité publique				
Police	4	1 683 617	1 683 636	1 574 887
Sécurité incendie	5	21 174	21 180	4 350
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9			4 988
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	277 755	336 170	213 611
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14	39 099	39 096	52 235
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	95 247	95 244	90 048
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	152 211	152 209	135 108
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité				
	24			
	25	2 908 682	2 897 105	2 576 330

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale						
Cadres et contremaîtres	1	11,00	35,00	967 404	168 668	1 136 072
Professionnels	2					
Cols blancs	3	19,00	35,00	1 032 609	179 418	1 212 027
Cols bleus	4	15,00	40,00	707 523	155 669	863 192
Policiers	5					
Pompiers	6	1,50	40,00	184 807	20 956	205 763
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7					
	8	46,50		2 892 343	524 711	3 417 054
Élus	9	7,00		109 888	23 719	133 607
	10	53,50		3 002 231	548 430	3 550 661

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	Total
		Fonctionnement	Investissement		
Transport en commun	11				
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12				
Réseau de distribution de l'eau potable	13				
Traitement des eaux usées	14	116 172		1 201 290	1 317 462
Réseaux d'égout	15				
Autres	16	773 198	2 000 000	2 821 233	5 594 431
	17	889 370	2 000 000	4 022 523	6 911 893

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		+ Amortissement des immobilisations		= Charges		- Services rendus		= Coût des services municipaux		Frais de financement	
Administration générale												
Application de la loi	1	550	27		53	550	79		105	550	131	2
Évaluation	2	327 744	28		54	327 744	80		106	327 744	132	980
Autres	3	1 799 702	29	91 220	55	1 890 922	81	147 723	107	1 743 199	133	18 040
	4	2 127 996	30	91 220	56	2 219 216	82	147 723	108	2 071 493	134	19 022
Sécurité publique												
Police	5	1 683 636	31		57	1 683 636	83		109	1 683 636	135	5 035
Sécurité incendie	6	748 471	32	147 824	58	896 295	84	34 808	110	861 487	136	29 750
Sécurité civile	7	1 308	33	28 322	59	29 630	85		111	29 630	137	79
Autres	8	26 709	34		60	26 709	86		112	26 709	138	80
	9	2 460 124	35	176 146	61	2 636 270	87	34 808	113	2 601 462	139	34 944
Transport												
Réseau routier												
Voirie municipale	10	865 743	36	869 622	62	1 735 365	88	12 229	114	1 723 136	140	239 020
Enlèvement de la neige	11	1 391 370	37	99 293	63	1 490 663	89		115	1 490 663	141	4 992
Autres	12	40 982	38	3 970	64	44 952	90	835	116	44 117	142	157
Transport collectif	13	53 943	39		65	53 943	91		117	53 943	143	161
Autres	14		40		66		92	1 043	118	(1 043)	144	1 162
	15	2 352 038	41	972 885	67	3 324 923	93	14 107	119	3 310 816	145	245 492
Hygiène du milieu												
Eau et égout												
Approvisionnement et traitement de l'eau potable												
Réseau de distribution de l'eau potable	16		42		68		94		120		146	375
Traitement des eaux usées	17		43		69		95		121		147	132
Réseaux d'égout	18	49 551	44	132 922	70	182 473	96		122	182 473	148	38 760
Matières résiduelles	19	30 422	45	33 440	71	63 862	97		123	63 862	149	37 497
Déchets domestiques et assimilés												
Matières recyclables	20	533 078	46		72	533 078	98		124	533 078	150	1 963
Autres	21	182 369	47	2 850	73	185 219	99	450	125	184 769	151	545
Autres	22		48		74		100		126		152	
Cours d'eau	23		49		75		101		127		153	
Protection de l'environnement	24	146 990	50		76	146 990	102	7 191	128	139 799	154	440
Autres	25	210 379	51		77	210 379	103	1 100	129	209 279	155	629
	26	1 152 789	52	169 212	78	1 322 001	104	8 741	130	1 313 260	156	80 341

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		+ Amortissement des immobilisations		= Charges		- Services rendus		= Coût des services municipaux		Frais de financement	
Santé et bien-être												
Logement social	157	30 000	172		187	30 000	202		217	30 000	232	90
Sécurité du revenu	158		173		188		203		218		233	
Autres	159		174		189		204		219		234	
	160	30 000	175		190	30 000	205		220	30 000	235	90
Aménagement, urbanisme et développement												
Aménagement, urbanisme et zonage	161	538 962	176	23 132	191	562 094	206		221	562 094	236	4 488
Rénovation urbaine	162	2 931	177		192	2 931	207		222	2 931	237	9
Promotion et développement économique	163	152 209	178		193	152 209	208		223	152 209	238	455
Autres	164		179		194		209		224		239	
	165	694 102	180	23 132	195	717 234	210		225	717 234	240	4 952
Loisirs et culture												
Activités récréatives	166	1 987 722	181	309 466	196	2 297 188	211	606 350	226	1 690 838	241	284 882
Activités culturelles												
Bibliothèques	167	308 278	182	32 024	197	340 302	212	2 200	227	338 102	242	16 074
Autres	168	44 977	183		198	44 977	213		228	44 977	243	40
	169	2 340 977	184	341 490	199	2 682 467	214	608 550	229	2 073 917	244	300 996
Réseau d'électricité	170		185		200		215		230		245	
	171	11 158 026	186	1 774 085	201	12 932 111	216	813 929	231	12 118 182	246	685 837

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013****Non audité**

		2013	2012
Rémunération	1	59 357	82 387
Charges sociales	2	7 420	
Biens et services	3	2 422 941	7 768 883
Frais de financement	4	54 630	287 600
Autres	5		
	6	2 544 348	8 138 870

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

		2013	2012
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	656 797	380 176
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2	(2)	(29 219)
Solde redressé au début de l'exercice	3	656 795	350 957
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	606 062	955 840
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5	(43 913)	(150 000)
Activités d'investissement	6		
Excédent de fonctionnement affecté	7		(500 000)
Réserves financières et fonds réservés	8		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	562 149	305 840
Solde à la fin de l'exercice	12	1 218 944	656 797
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	700 757	249 419
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		143 753
Solde redressé au début de l'exercice	15	700 757	393 172
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16	(418 399)	(192 415)
Activités d'investissement	17		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18		500 000
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	(418 399)	307 585
Solde à la fin de l'exercice	22	282 358	700 757
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	615 198	572 584
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24		104 851
Solde redressé au début de l'exercice	25	615 198	677 435
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	133 583	50 682
Activités d'investissement	27	(197 426)	(112 919)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28		
Financement des investissements en cours	29		
	30	(63 843)	(62 237)
Solde à la fin de l'exercice	31	551 355	615 198

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

	2013	2012
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Solde au début de l'exercice	32 (92 800)	()
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33	
Solde redressé au début de l'exercice	34 (92 800)	()
Augmentation de l'exercice		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	35 ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36 ()	()
Autres	37 ()	()
Régimes non capitalisés	38 ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement		
Autres	39 ()	()
	40 ()	()
	41 ()	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement	42 (58 640)	(92 800)
	43 (58 640)	(92 800)
Diminution de l'exercice		
Affectations aux activités de fonctionnement		
	44	
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement		
	45	
	46	
Solde à la fin de l'exercice	47 (151 440)	(92 800)
Financement des investissements en cours		
Solde au début de l'exercice	48 (15 608 095)	(7 782 791)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	49	25 908
Solde redressé au début de l'exercice	50 (15 608 095)	(7 756 883)
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales		
	51 13 202 010	(7 851 212)
Affectations et virements		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté		
	52	
Excédent de fonctionnement affecté		
	53	
Réserves financières et fonds réservés		
	54	
	55 13 202 010	(7 851 212)
Solde à la fin de l'exercice	56 (2 406 085)	(15 608 095)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Solde au début de l'exercice	57 23 526 505	16 148 163
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	58	797 755
Solde redressé au début de l'exercice	59 23 526 505	16 945 918
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Affectations et virements		
Activités de fonctionnement		
	60	
Excédent de fonctionnement affecté		
	61	
Variation résiduelle de l'exercice		
	62 (6 961 402)	6 580 587
Solde à la fin de l'exercice	63 16 565 103	23 526 505

**FONDS DE ROULEMENT
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u>750 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>2</u>	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>750 000</u>
Diminution		
	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>750 000</u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier		Redressement aux exercices antérieurs (note 20)		Règlements d'emprunt fermés			Utilisation de l'exercice		Transferts		Solde au 31 décembre
						Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement						
Montant non réservé	1	92 846	2	12 050	3	4	678	5	6	7	105 574		
Montant réservé pour le service de la dette	8		9		10	11		12	13	14			
	15	92 846	16	12 050	17	18	678	19	20	21	105 574		

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	2013		2012
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	()
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	()
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	()
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité**Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	□ 0 , □ 7 □ 7 □ 6 □ 4 \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	□ 0 , □ 7 □ 7 □ 6 □ 4 \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	□ 1 , □ 0 □ 9 □ 0 □ 6 \$
Catégorie des immeubles industriels	5	□ 1 , □ 0 □ 9 □ 0 □ 6 \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	□ 0 , □ 7 □ 7 □ 6 □ 4 \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	12	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	19	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	26	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	□ , □ □ □ □ □ \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(Montant fixe)

		Par unité de logement	
Eau	1	[] [] [] [] , [] []	\$
Égout	2	[] [] [] [] , [] []	\$
Eau et égout	3	[] [] [] [] , [] []	\$
Traitement des eaux usées	4	[] [] [] [] , [] []	\$
Matières résiduelles	5	[] [] [] [] , [] []	\$

% de la valeur locative**Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 [] [] , [] [] [] [] %

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code¹	Préciser
Vidangeage fosses septiques	95,5000	4	par unité de logement
Vidangeage systèmes tertiaires	110,0000	7	par inspection
Traitement des eaux usées-Secteur Mill	475,0000	7	par unité pour dépenses de fonctionnement
Traitement des eaux usées-Secteur Mill	435,3100	7	par unité pour remboursement dette l-terme
Traitement eaux usées-Secteur Farm Point	475,0000	7	par unité pour dépenses de fonctionnement
Pavage-Secteur Patrick-Wright-Vallée	583,0000	4	par unité de logement pour remb.dette l-terme
Licence chiens	25,0000	7	par chien

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
 2 - du mètre carré
 3 - du mètre linéaire
 4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
 6 - % de la valeur locative
 7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. Est-ce que la municipalité applique les normes sur les instruments financiers applicables au secteur public?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2013	9		\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2013 des engagements en vertu du règlement concerné	10		\$
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input checked="" type="checkbox"/>	12 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13	7 108	\$
b) autres formes d'aide	14		\$
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2013 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input checked="" type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17	839	\$
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20		\$
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21	400	22 <input type="checkbox"/>

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 100 Chemin Old Chelsea
(no) (rue)
Chelsea J9B 1C1
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (819) 827-1124
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (819) 827-2672
(ind. rég.) (numéro)

Courriel www.chelsea.ca

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Charles Ricard

Téléphone (819) 827-1124
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (819) 827-2672
(ind. rég.) (numéro)

Courriel c.ricard@chelsea.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Pierre Mousseau, CPA Auditeur, CA

Titre Auditeur

Adresse 90 rue Maurice
(no) (rue)
Gatineau J8Y 5X7
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (819) 771-3799
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (819) 771-2832
(ind. rég.) (numéro)

Courriel pierre_mousseau@videotron.ca

Responsable du dossier Pierre Mousseau, CPA Auditeur, CA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)

(Municipalité) (Code postal)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

RICHESSSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2015

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2013

1

Facteur comparatif

2

Valeur uniformisée

3 _____

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Charles Ricard , atteste que le rapport financier de Chelsea pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2014-06-02 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Chelsea consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Chelsea détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton "Attester", je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de 6 261 878 \$

Le taux global de taxation réel de 2013 à la page S34 ligne 6 est de ,8214 \$

Date et heure de la dernière modification : 2014-06-03 13:21:47

Date de transmission au Ministère : 2014/06/03

Sommaire de l'information financière

Exercice terminé le 31 décembre 2013

Ce sommaire de l'information financière est extrait du rapport financier déposé au Conseil et attesté par le trésorier. Pour plus de détails, se référer à ce rapport financier.

Nom : Chelsea

**Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire**

Québec 

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013		2012
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Fonctionnement	1	13 071 013	13 857 303	12 031 693
Investissement	2	5 254 900	6 022 523	61 858
	3	18 325 913	19 879 826	12 093 551
Charges				
	4	13 287 439	13 617 948	11 299 334
Excédent (déficit) de l'exercice				
	5	5 038 474	6 261 878	794 217
Moins : revenus d'investissement	6 (	5 254 900 ) (	6 022 523 ) (	61 858)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales				
	7	(216 426)	239 355	732 359
Éléments de conciliation à des fins fiscales				
Amortissement des immobilisations	8	1 168 126	1 774 085	1 186 308
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9		58 640	
Remboursement de la dette à long terme	10 (	1 261 700 ) (	1 254 632 ) (	1 135 533)
Affectations				
Activités d'investissement	11 (	50 000 ) (	676 301 ) (	132 466)
Excédent (déficit) accumulé	12	360 000	328 729	291 733
Autres éléments de conciliation	13		136 186	13 439
	14	216 426	366 707	223 481
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales				
	15		606 062	955 840

Extrait du rapport financier, pages S14 et S15

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
Actifs financiers			
Débiteurs	1	5 423 763	2 993 789
Autres	2	71 244	99 831
	3	5 495 007	3 093 620
Passifs			
Dette à long terme	4	20 317 626	10 710 838
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5		
Autres	6	4 388 695	17 110 170
	7	24 706 321	27 821 008
Actifs financiers nets (dette nette)	8	(19 211 314)	(24 727 388)
Actifs non financiers			
Immobilisations	9	34 671 452	33 989 205
Autres	10	600 097	536 545
	11	35 271 549	34 525 750
Excédent (déficit) accumulé	12	16 060 235	9 798 362

Extrait du rapport financier, page S20

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	13	1 218 944	656 797
Excédent de fonctionnement affecté			
- Affectation année suivante	14		500 000
-	15		
- Surplus affecté-auto assurance	16	22 504	22 504
- Surplus affecté- imprévus	17	34 500	34 500
- Surplus affecté-conv.collectiv	18	75 000	
- Surplus affecté - Mill	19	59 056	55 626
- Surplus affecté-Patrick,Wright	20	91 298	88 127
-	21		
-	22		
	23	282 358	700 757
Réserves financières	24		
Fonds réservés	25	551 355	615 198
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	26	(151 440)	(92 800)
Financement des investissements en cours	27	(2 406 085)	(15 608 095)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	28	16 565 103	23 526 505
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	29		
	30	16 060 235	9 798 362

Extrait du rapport financier, page S23-1

**SOMMAIRE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013		2012
		Budget	Réalisations	Réalisations
Fonctionnement				
Taxes	1	9 436 383	9 596 799	8 909 792
Compensations tenant lieu de taxes	2	922 953	924 249	885 283
Quotes-parts	3			
Transferts	4	654 402	889 370	674 502
Services rendus	5	1 067 287	813 929	401 288
Autres	6	989 988	1 632 956	1 160 828
	7	13 071 013	13 857 303	12 031 693
Investissement				
Taxes	8			
Quotes-parts	9			
Transferts	10	5 254 900	6 022 523	61 858
Autres	11			
	12	5 254 900	6 022 523	61 858
	13	18 325 913	19 879 826	12 093 551

Extrait du rapport financier, page S14

**SOMMAIRE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		Budget 2013		Réalizations 2013		Total	Réalizations 2012
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
Administration générale							
Évaluation	1	327 745	327 744			327 744	291 332
Autres	2	1 796 423	1 800 252	91 220		1 891 472	1 745 140
Sécurité publique							
Police	3	1 683 617	1 683 636			1 683 636	1 574 887
Sécurité incendie	4	722 172	748 471	147 824		896 295	706 475
Autres	5	28 620	28 017	28 322		56 339	27 867
Transport							
Réseau routier	6	2 442 576	2 298 095	972 885		3 270 980	2 915 937
Transport collectif	7	53 000	53 943			53 943	57 017
Autres	8	445 635					389 684
Hygiène du milieu							
Eau et égout	9	64 925	79 973	166 362		246 335	106 325
Matières résiduelles	10	685 450	715 447	2 850		718 297	651 585
Autres	11	473 637	357 369			357 369	413 417
Santé et bien-être	12	30 000	30 000			30 000	9 550
Aménagement, urbanisme et développement							
Aménagement, urbanisme et zonage	13	522 505	538 962	23 132		562 094	459 662
Promotion et développement économique	14	152 211	152 209			152 209	135 108
Autres	15	9 485	2 931			2 931	5 020
Loisirs et culture	16	2 036 391	2 340 977	341 490		2 682 467	1 402 296
Réseau d'électricité	17						
Frais de financement	18	644 921	685 837			685 837	408 032
Amortissement des immobilisations	19	1 168 126	1 774 085	(1 774 085)			
	20	13 287 439	13 617 948			13 617 948	11 299 334

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3